

**INTERVENTION de Mme Danuta Hübner, commissaire européenne
pour la politique régionale.**

Corse 11 décembre 2008,

"L'Europe s'engage en Corse: l'importance de l'innovation face à la
situation économique actuelle".

Clôture de la table ronde lors de la journée de lancement des
programmes européens

Monsieur le Préfet de Corse, Monsieur le Président du Conseil exécutif de la Collectivité territoriale, Monsieur le Député-Maire, Mesdames et Messieurs.

Tout d'abord, permettez-moi de vous exprimer le grand plaisir d'être ici présente parmi vous en Corse à l'occasion de cette journée de lancement des programmes européens 2007-2013. Dans mon agenda de Commissaire, responsable de la politique de cohésion, je privilégie le plus souvent possible les visites dans les différentes régions européennes. Les contacts directs comme celui d'aujourd'hui et ceux qui me seront proposés demain me permettent de mieux appréhender les forces et les faiblesses de la Corse ou des territoires en général, les difficultés, les réussites mais aussi les attentes des régions.

Je voudrais en premier lieu m'exprimer sur un sujet d'actualité qui nous préoccupe tous: la crise financière. Je voudrais vous dire que la Commission a pris l'initiative de proposer aux États membres un cadre visant à renforcer l'économie réelle, au travers d'un "plan européen de reprise économique", adopté le 26 novembre dernier.

La politique de cohésion y prend toute sa place, pour accélérer la mise en œuvre des programmes européens. A cet effet, la Commission propose 3 types d'actions concrètes. Premièrement, simplification des règles pour faciliter l'utilisation des crédits communautaires. Deuxièmement, nous avons fait une proposition au Conseil afin que les régions puissent bénéficier d'une avance additionnelle. Dans ce contexte la Corse pourrait bénéficier d'une avance à hauteur de 3.8M€ en début 2009. Troisièmement, pour ce qui est de la période 2000-2006, la Corse pourra disposer de 6 mois supplémentaires, si elle ou les autorités françaises nationales le demande, pour donner de la flexibilité pour la clôture des programmes.

D'autre part, je voudrais soulever un autre élément de contexte en ce qui concerne les défis futurs pour nos régions. Nous venons de publier un document qui analyse les effets de ces multiples défis comme la mondialisation, le changement climatique, le défi énergétique ou la démographie sur les régions d'ici 2020. Pour la Corse, nos estimations montrent que l'île se trouve en premier loge que ce soit au niveau de la mondialisation vu la structure économique de l'île, la démographie avec une population vieillissante ou encore au niveau du changement de climat avec ses effets sur le tourisme ou la sécheresse. Au niveau du défi énergétique, par contre, la Corse se trouve à une situation pleine d'opportunités intéressantes notamment en ce qui concerne le développement de l'énergie renouvelable. J'ai eu un grand plaisir d'écouter ce qui a été dit aujourd'hui, par exemple, sur le pôle de compétitivité Cap-énergies.

Ceux-ci sont bien sûr des estimations mais, pour tous ces défis, je crois que nous devons nous préparer à un ajustement structurel et peut-être même une nouvelle révolution industrielle. Cette restructuration devrait être basée sur l'innovation en continue tant au niveau des produits, de la gestion et des processus, qu'au niveau du capital humain et social. Elle devrait également être basée sur les nouvelles technologies vertes. J'en suis convaincue, seulement de cette façon, en misant sur l'innovation et la compétitivité, pouvons-nous sortir renforcés de cette crise.

Nous devons commencer toute de suite, en effet, en France vous investissez environ 2,11% du PIB dans le domaine de la Recherche, du Développement et de l'Innovation, au-delà de la moyenne européenne certes mais toujours en deçà de notre objectif en Europe qui est de 3%. Toutefois, un élément clé de notre compétitivité est la part des investissements privés dans ce domaine. Les petits pays du nord de

l'Europe peuvent servir de modèle dans ce sens où, par exemple, la Suède investit environ 4% de son PIB dans la Recherche, le Développement et l'Innovation mais avec un part public qui ne représente qu'un pourcent, tandis que la partie privée est de presque 3% du PIB. En France, la Recherche et le Développement du secteur privé représente autour de 1% du PIB. Au niveau régional, trois régions françaises se situent dans les 33 premières régions européennes qui présentent les plus grandes performances dans le domaine de la Recherche et le Développement et de l'Innovation. Ce sont: Ile de France à la 9^{ème} place, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes.

Les conditions pour l'innovation en Corse sont bien sûr différentes comparées à celles d'Ile-de-France, mais la situation s'est grandement améliorée et je vous félicite, à titre d'exemple, de votre dispositif régional d'incubation d'entreprises innovantes - l'I2TC que je visiterai demain.

En effet, vous avez décidé de placer cette journée de lancement des programmes européens sur le thème de l'innovation. L'évolution du contexte socio-économique mondial avec les turbulences que je viens d'évoquer, nous force clairement de reconnaître avec encore plus de vigueur que l'innovation est la seule réponse. En consacrant 73% de l'enveloppe FEDER à la stratégie de Lisbonne, la Corse a décidé de s'engager de façon particulièrement volontariste sur la voie de l'économie de la connaissance et de l'innovation. C'est un pari ambitieux mais nécessaire qu'il convient de souligner et qui marque une évolution pour l'île entre les deux périodes de programmation.

Dans ce cadre, je dois vous féliciter d'avoir répondu favorablement à l'initiative de la Commission européenne de prévoir dans votre programme opérationnel FEDER l'élaboration d'une stratégie régionale de l'innovation. Les travaux sur ce sujet ont débuté et nous les suivons

avec beaucoup d'intérêt. Nous sommes persuadés que l'approfondissement du diagnostic régional, la première étape pour mettre en place la stratégie, sera un atout supplémentaire pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés. Je profite de la présence de nombreux acteurs du monde politique, universitaire et économique pour les encourager vivement à s'approprier de cet exercice dont la réussite, à mon sens, est primordial au regard des défis auxquels les régions européennes, dont la Corse, seront confrontées au cours des prochaines années.

En effet, les objectifs de croissance et de création d'emploi que la Communauté Européenne se pose nécessitent un changement structurel de l'économie et une orientation vers des activités fondées sur la connaissance. Accroître les capacités en RTD et encourager l'innovation des entreprises s'avèrent essentiels pour renforcer la capacité compétitive (et de création d'emploi) de l'économie européenne.

A cet égard, je ne vois pas de problèmes à ce que l'innovation soit favorisée tant dans les secteurs de pointe que dans des secteurs plus traditionnels. D'une part, la concentration d'une masse critique de ressources vers des thèmes stratégiques est importante (éviter la pulvérisation) et les secteurs de pointe, à moyenne/haute technologie, permettent une spécialisation vers des productions à plus haute valeur ajoutée et moins exposées à la compétition internationale des nouveaux pays industrialisés (BRIC - Brésil, Russie, Inde, Chine). D'autre part, il est aussi opportun de faciliter un "upgrade" technologique plus général du système des PME, même dans des secteurs traditionnels, notamment en vue d'une perspective de consolidation et de croissance des entreprises.

L'innovation doit être considérée au sens large, technologique portant sur les procédés de production, mais aussi de produits ainsi que des innovations commerciales et organisationnelles. Ce qui est essentiel, comme c'est le cas en Corse, est que il y ait une approche stratégique à la politique d'innovation, par l'établissement de stratégies régionales fondées sur un diagnostic sérieux des potentialités ainsi qu'une implication réelle de tous les acteurs comme les universités, les entreprises, les administrations publiques et les institutions financières.

Ces points sont cruciaux, mais gardons à l'esprit que l'innovation n'a pas de finalité propre. Elle est, avant tout, au service des priorités de développement économique que vous avez identifiées pour votre région.

L'Europe s'engage réellement de votre côté avec 256M€ au total pour les fonds européens. En effet, ces fonds, que ce soit les fonds structurels, le fonds de développement rural ou le fonds "pêche" ont cofinancés en France, depuis le 1 janvier 2000, plus de 135 000 projets pour un coût total de 40 milliards d'euros. Et il y a eu plus de 4400 projets en Corse !!

Mesdames, Messieurs, je voudrais terminer par quelques mots sur l'avenir ! En ce jour de lancement des programmes 2007-2013, il peut vous paraître prématuré de parler de la future politique de cohésion, mais les échéances sont déjà là.

La Commission vient d'adopter son livre vert sur la cohésion territoriale. Un document qui j'espère enrichira le débat sur la future politique de cohésion. Il ouvre le débat sur la définition et l'utilisation du concept de "cohésion territoriale" tout en reconnaissant que notre diversité territoriale est un atout pour renforcer notre compétitivité et notre bien-

être. Les atouts sont des produits de l'homme, des corses. On peut créer des atouts, ceux-ci sont "man-made" tout autant que la plupart des faiblesses.

Le livre vert souligne également la nécessité d'une coopération renforcée afin de cibler ces défis qui ont une fâcheuse tendance à ne pas respecter les frontières. Le livre vert accentue également la nécessité de prendre en compte l'impact sur le territoire des politiques sectorielles et plaide pour une plus grande coordination entre les politiques territoriales et sectorielles. Les résultats de cette large consultation publique seront analysés dans une communication que je publierai au printemps 2009. Je vous invite tous, chaleureusement, à prendre part à cette consultation avant fin février l'année prochaine. La Corse a sa place pour s'engager dans le débat au niveau européen.

Pour terminer, il est clair que la compétitivité et la prospérité dépendent de la capacité des hommes, des femmes et des entreprises à valoriser le potentiel de leur territoire de façon optimale et je crois que la Corse s'est clairement engagée dans cette voie. Cette manifestation de lancement me permet de vous dire que le slogan « l'Europe s'engage » prend tout son sens ici en Corse. J'ai pleine confiance dans la capacité de vous tous à atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés. Je vous souhaite une pleine réussite dans la mise en œuvre de ces programmes européens.

Ce n'est pas seulement la Corse qui a besoin de l'Europe mais aussi l'Europe qui a besoin de ses territoires, unis pour faire face aux défis du futur.